

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 1^{er} septembre 2021

ADAM Bernard, *Le 11 septembre 2001 et ses conséquences*, Éclairage du GRIP, 1^{er} septembre 2021, Bruxelles.

<https://www.grip.org/le-11-septembre-2001-et-ses-consequences>



Le 11 septembre 2001 et ses conséquences

Bernard Adam

1^{er} septembre 2021

Le 11 septembre 2001, dix-neuf terroristes armés de simples cutters s'emparent de quatre avions de lignes. Deux d'entre eux s'écrasent sur les tours jumelles du World Trade Center à New York et un autre sur le Pentagone à Washington. Le quatrième s'écrase au sol après une rébellion des passagers qui voulaient empêcher les terroristes de prendre les commandes de l'avion, dont la cible prévue était la Maison-Blanche.

Le choix des lieux des attentats sont des symboles importants de la superpuissance américaine : les deux tours du World Trade Center sont le centre de la puissance économique et le Pentagone est le quartier-général des forces armées. La troisième cible où l'attentat a échoué était la Maison-Blanche, siège de la présidence des États-Unis et de son gouvernement.

Le moment de l'attentat, autour de 9 heures sur la côte Est des États-Unis, 15 heures en Europe, semble avoir été minutieusement choisi. Cela permet à un grand nombre de chaînes de télévision de transmettre en direct les images des tours du World Trade Center, d'abord percutées, puis s'effondrant quelques heures plus tard.

Le choc des images montrant la violence des attentats provoqua une stupeur mondiale. Il y eut près de 3 000 morts. Le jour même, on s'attendait à dénombrer beaucoup plus de victimes, certains évoquant la possibilité d'un bilan allant jusqu'à 35 000 morts¹.

Les motivations de Ben Laden

Le 30 octobre 2004, Ben Laden a indiqué qu'il a eu l'idée de l'attentat du 11 Septembre « *après qu'il fut devenu insupportable de voir l'oppression et la tyrannie de la coalition américano-israélienne contre notre peuple de Palestine et du Liban* »².

Une autre motivation réside dans son opposition à la présence de soldats américains sur le sol de l'Arabie saoudite pendant dix ans après la guerre du Golfe en 1990-1991, qualifiés par Ben Laden « *d'infidèles souillant le sol sacré* ». C'est d'ailleurs en 1991 que la rupture entre Ben Laden et la famille royale saoudienne a débuté.

Ben Laden avait proposé au roi Fahd les services de son groupe de *Moudjahidines*, revenus d'Afghanistan, où ils avaient combattu les Soviétiques, afin de protéger l'Arabie saoudite contre une éventuelle invasion de l'Irak. Le roi Fahd déclina son offre et fit appel aux troupes américaines. À partir de ce moment-là, il estima que l'ennemi principal étaient les États-Unis, et que la famille royale méritait d'être renversée³.

Contrairement aux apparences, Ben Laden n'a pas véritablement de motivations religieuses. Il utilise l'Islam pour mieux faire accepter son combat politique. Pour Olivier Roy, spécialiste du Moyen-Orient, une preuve de cette absence de réelle motivation religieuse réside dans l'appel de Ben Laden au soutien à Saddam Hussein, au moment de l'invasion américaine en Irak en 2003 : « *C'est une rupture avec une logique strictement islamique. Que dit-il Ben Laden ? Saddam Hussein est un socialiste, c'est un communiste, un athée, c'est un infidèle mais, face au danger majeur qui nous menace aujourd'hui, nous devons soutenir Saddam Hussein contre les Américains. C'est bien là la preuve que l'analyse de Ben Laden ne ressort pas du religieux ; elle est de nature profondément politique.* »⁴

Les objectifs d'Al-Qaïda

Les objectifs de Ben Laden et d'Al-Qaïda ne consistent pas en des revendications précises. Si Ben Laden a revendiqué à plusieurs reprises être l'organisateur des attentats du 11 Septembre, il n'y a jamais eu de revendication portant sur une demande précise, à l'instar par exemple de certains groupes terroristes palestiniens qui agissaient dans une perspective de combat nationaliste, contre l'État israélien et pour la création d'un État palestinien. Et Al-Qaïda n'a jamais eu comme objectif l'instauration d'un califat au Moyen-Orient comme l'espère l'État islamique. Al-Qaïda et Ben Laden conçoivent leur action comme une contestation globale internationaliste dans laquelle aucune négociation n'est possible avec ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis.

Face à cette absence de motivation réellement religieuse, Olivier Roy a comparé les objectifs d'Al-Qaïda à ceux, autrefois, de l'extrême gauche tiers-mondiste occidentale contre l'impérialisme américain : « *L'impérialisme est bien la cible. Ben Laden n'a pas essayé de faire sauter Saint-Pierre de Rome. Cela ne l'intéresse pas. La guerre de Ben Laden n'est pas une guerre religieuse. Derrière sa rhétorique religieuse, vous avez un discours qui est profondément politique. Ben Laden ne fait pas de prêche. Il ne cite pas le Coran (...). Il désigne l'ennemi : les Américains* »⁵.

L'historien Eric Hobsbawm a estimé qu'Al-Qaïda avait néanmoins peut-être une intention précise⁶. L'objectif des auteurs des attentats aurait été de réaliser un acte suffisamment fort pour déclencher un processus de déstabilisation en chaîne. Le but du premier acte, celui des attentats, est l'humiliation de la nation américaine afin de provoquer de sa part une réaction militaire contre des cibles dans des pays musulmans. Le souhait des terroristes serait que cette réaction soit suffisamment puissante pour entraîner des manifestations musulmanes, d'abord dans les milieux extrémistes, puis gagnant ensuite un maximum de musulmans.

La conséquence en serait la création d'une situation de chaos politique pour permettre la prise du pouvoir par des groupes islamistes extrémistes, notamment dans des pays pro-occidentaux comme l'Arabie saoudite, les Émirats du Golfe ou le Pakistan⁷.

Le 27 septembre 2001, nous écrivions dans une note d'analyse que certains soutenaient la thèse qu'avec les attentats du 11 Septembre, « *les talibans et Ben Laden essayeraient d'entraîner les États-Unis dans un guêpier afghan, comme ils l'ont fait avec les Soviétiques* »⁸.

Finalement, l'objectif majeur de Ben Laden et d'Al Qaïda a bien été, avec les attentats du 11 Septembre, de créer un événement-choc afin de provoquer cette réaction forte des États-Unis. C'est ce qui s'est produit avec l'entrée en guerre en Afghanistan, puis en Irak. La réponse militaire américaine aux attentats du 11 Septembre a ainsi créé davantage d'insécurité dans le monde, que l'acte originel des terroristes le 11 septembre 2001. Ben Laden et Al Qaïda ont donc réussi, et leur objectif est parfaitement rempli. Les Américains sont bien tombés dans le piège.

C'est l'arrogance de l'Amérique qui est attaquée

Peu avant le 11 septembre 2001, plusieurs observateurs s'inquiétèrent de l'évolution des idées relatives à la sécurité internationale des États-Unis⁹. Pour William Walker, professeur à l'Université de Saint Andrews (Écosse), évoquant les États-Unis, « *une hégémonie égoïste sera immanquablement une hégémonie défiée. Les États et d'autres acteurs tenteront d'équilibrer le pouvoir et d'imposer des limites par n'importe quel moyen disponible. Étant donné la supériorité américaine sur le plan des ressources économiques et militaires conventionnelles, les armes de destruction massive et le terrorisme seront les moyens rêvés de défier l'autorité américaine. Donc, gouverner de façon impérialiste et hautaine pourrait entraîner les États-Unis vers une situation de cauchemar absolu* »¹⁰.

Dans les pays des mondes arabe ou musulman, dirigeants et populations ont condamné les attentats du 11 Septembre, mais une partie d'entre eux avaient une position complémentaire contradictoire en considérant Ben Laden comme un héros. Selon Lahouari Addi, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon, Ben Laden est présenté « *comme le défenseur de l'Islam bafoué (...), comme le justicier et le rebelle capable d'organiser des opérations de représailles avec une précision militaire* »¹¹.

En Indonésie, où vivaient 170 millions de musulmans en septembre 2001, les tee-shirts portant l'inscription « *I love Oussama* » se vendaient comme des petits pains après les attentats. Selon un sondage publié le 14 octobre 2001 dans un quotidien populaire de Djakarta, la moitié des personnes interrogées considéraient que Ben Laden « *combat pour la justice* », et seulement un tiers d'entre eux estimaient qu'il était un « *terroriste* »¹².

Le 11 Septembre, pain bénit pour les néoconservateurs américains

Les attentats du 11 Septembre ont été l'occasion rêvée pour les néorépublicains américains qui plaident depuis plusieurs années pour un interventionnisme plus affirmé des États-Unis dans le monde. Développées depuis la moitié des années 1990 dans des centres d'études comme *l'American Enterprise Institute* ou *la Heritage Foundation*, ces idées ont été défendues au sein du gouvernement américain dès le début de la présidence de Georges W. Bush en 2001, notamment par le vice-président Dick Cheney et l'adjoint du ministre de la Défense, Paul Wolfowitz¹³.

Au centre de cette nouvelle doctrine néoconservatrice se trouvent deux concepts fondamentaux. D'une part, l'unilatéralisme est privilégié face au multilatéralisme : l'ONU et l'OTAN doivent d'abord servir les intérêts américains, sinon il faut agir seul en dehors de leur cadre. D'autre part, le recours à l'action militaire n'est plus considéré comme un moyen ultime, mais bien un outil utilisable pour atteindre ses objectifs, la diplomatie étant reléguée au second plan¹⁴.

Le 20 septembre 2002, l'administration Bush présentait la nouvelle « *stratégie nationale de sécurité des États-Unis* ». On pouvait y lire : « *Les États-Unis jouissent d'une force militaire sans égale et n'hésiteront pas à agir seuls, si nécessaire, pour exercer leur droit à l'autodéfense en agissant à titre préventif (...). Lorsque sera identifiée "une menace imminente", l'Amérique interviendra avant même que la menace ne se concrétise* ». À partir de ce moment-là, la politique de sécurité américaine se fonda sur trois éléments : prévention, action unilatérale possible, usage de la force militaire. Les idées des néoconservateurs ont ainsi bien été intégrées dans la doctrine officielle des États-Unis¹⁵.

L'échec militaire en Afghanistan

La première réaction des États-Unis après le 11 Septembre a été l'entrée en guerre en Afghanistan contre le gouvernement des talibans qui avaient refusé de leur livrer Ben Laden. Les objectifs étaient la traque de Ben Laden et la mise en place d'un nouveau régime démocratique. Vingt ans après, les talibans sont revenus au pouvoir, après la chute de Kaboul le 15 août 2021, précipitant un départ en catastrophe des Américains et de leurs alliés.

Les États-Unis se sont enlisés dans des combats sans fin. Leur armée, la plus puissante au monde, avec leurs moyens technologiques hyper sophistiqués n'a pas été capable de retrouver Ben Laden pendant près de dix ans, avant que leurs forces spéciales le localisent et le tuent le 2 mai 2011.

Le 16 août 2021, le président Biden a déclaré que les États-Unis avaient payé un trop lourd tribut avec la mort de 2 500 soldats en Afghanistan. En réalité, il faut aussi ajouter les 3 936 morts parmi les employés des sociétés civiles de sécurité, ce qui porte à 6 436 le nombre de morts américains. Mais cette guerre a été un véritable carnage humain puisque les pertes civiles s'élèvent à plus de 70 000 morts et celles parmi les forces militaires et de police, à plus de 75.000 morts¹⁶.

Les partisans de la guerre en Afghanistan pourront dire que les forces américaines et leurs alliés ont réussi à tuer 84 000 insurgés talibans, mais ces derniers, malgré leurs pertes humaines considérables, auront quand même gagné la guerre et repris le pouvoir à Kaboul. Et au total, en 20 ans, il y aura eu 240 000 morts dans une guerre qui n'aura servi à rien, puisqu'on est revenu en 2021 à la même situation qu'au départ en 2001.

Les conséquences désastreuses de l'invasion de l'Irak

Le 20 mars 2003 les États-Unis ont envahi l'Irak de manière préventive, accusant Saddam Hussein de posséder des armes de destruction massive et d'avoir des liens avec Al Qaïda. Il s'avéra que ces deux affirmations étaient des mensonges. Les États-Unis tentèrent en vain d'obtenir une autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies. Ils lancèrent cette invasion de manière unilatérale, avec l'aide du Royaume-Uni, en contradiction avec le droit international.

Les discours des responsables américains permirent de faire croire à la population américaine d'autres mensonges. Au moment de l'entrée en guerre des États-Unis en Irak, 44 % des personnes interrogées croyaient erronément que certains pirates de l'air du 11 septembre 2001 étaient irakiens, et 45 % étaient convaincus que Saddam Hussein était personnellement impliqué dans les attentats¹⁷.

Cette guerre a été une grave erreur pour plusieurs raisons.

1. Les Américains se sont lancés sur un deuxième front après l'Afghanistan, ce qui a nécessité d'y consacrer des moyens considérables qui auraient mieux servi à renforcer les opérations en Afghanistan, où la guerre aurait peut-être pu s'arrêter plus tôt.
2. Les opérations militaires ont provoqué la destruction de l'armée irakienne et d'une partie des infrastructures. Il a fallu par la suite reconstituer une nouvelle armée, et reconstruire l'Irak.
3. Avant l'invasion américaine de l'Irak, il n'y avait pas de groupes terroristes sur son sol. Après, plusieurs groupes terroristes se sont constitués, notamment avec des officiers sunnites de l'ancienne armée de Saddam Hussein, démantelée par les Américains. Par la suite, certains de ces groupes ont participé à la constitution du groupe État islamique, qui est devenu une nouvelle menace pour les Américains et leurs alliés.
4. En facilitant l'installation d'un nouveau pouvoir chiite à Bagdad, les Américains ont créé une continuité territoriale chiite allant de l'Iran jusqu'au Liban et à Gaza, passant par l'Irak et la Syrie. Les Américains ont ainsi paradoxalement renforcé dans la région l'influence de l'Iran, qu'ils considèrent pourtant comme étant leur adversaire.

Fin 2003, Jeffrey Record, chercheur à l'*Institut d'études stratégiques* du Collège de guerre de l'armée américaine estimait que « *sous la bannière d'une guerre mondiale contre le terrorisme (...), le gouvernement américain a conduit les États-Unis à mener*

un combat injustifié et sans fin ». Selon lui, la guerre en Irak a été « *une guerre préventive inutile (...) qui ne participe pas à la guerre mondiale contre le terrorisme, mais a plutôt constitué un détournement de celle-ci* »¹⁸.

Le coût exorbitant de la « guerre contre le terrorisme »

Les deux guerres en Afghanistan et en Irak ont été présentées par les États-Unis comme faisant partie de la « *guerre contre le terrorisme* » à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

Ces attentats firent 3 000 morts aux États-Unis, à la suite d'une opération menée par 19 terroristes, dont la préparation et la réalisation a coûté, selon une Commission d'enquête du Congrès américain, la somme dérisoire de 500 000 dollars, soit la moitié du prix d'un missile *Tomahawk*.

Selon une étude du projet « *Costs of War* » du Watson Institute International and Public Affairs, de la Brown University, entre 2001 et 2019, ces deux guerres ont fait un total de 499 000 à 531 000 morts, dont 14 276 Américains (militaires et employés de sociétés privées de sécurité). Ces guerres auront donc occasionné 170 fois plus de morts que les attentats du 11 septembre 2001¹⁹.

Le coût total de ces deux guerres pour les États-Unis a été considérable. De 2001 à 2019, le coût des opérations militaires inscrit dans le budget du ministère américain de la Défense s'est élevé à 2 000 milliards de dollars, représentant 15 % du total des dépenses militaires des États-Unis (13 500 milliards de dollars) au cours de la même période. Mais si l'on ajoute les dépenses inscrites dans les autres budgets, on arrive pour ces deux guerres à un coût total de 6 409 milliards de dollars pour les États-Unis²⁰, soit l'équivalent de près de 50 % du total des budgets militaires américains de 2001 à 2019.

L'impuissance de la puissance américaine

Dès 2002, l'historien Emmanuel Todd, dans le livre « *Après l'empire* », constatait déjà le déclin de la puissance américaine en soulignant les déficits importants des finances publiques et de la balance extérieure, et la hausse des dépenses militaires. Pour Todd, « *les États-Unis sont en train de devenir un problème pour le monde. Nous étions plutôt habitués à voir en eux une solution. Garants de la liberté politique et de l'ordre économique durant un demi-siècle, ils apparaissent de plus en plus comme un facteur de désordre international, entretenant là où ils le peuvent, l'incertitude et le conflit* »²¹.

Les Américains ont subi beaucoup d'échecs dans leurs interventions militaires passées, mais ils ont la mémoire courte. Le romancier Gore Vidal renommait son pays en 2004, peu après l'invasion de l'Irak, « *les États-Unis d'Amnésie* ». « *Nous n'apprenons rien, parce que nous ne nous souvenons de rien* » écrivait-il²².

Également en 2004, Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales, a écrit un livre au titre évocateur, « *L'impuissance de la puissance* », dans lequel il analyse le décalage entre les croyances de ceux qui vantent les bienfaits de la puissance

militaire et la réalité sur le terrain. Depuis que les États-Unis sont la seule superpuissance, il estime que « *la puissance devient facteur de désordre. L'hégémonie est aujourd'hui source d'instabilité : plus la puissance se montre et plus elle mobilise contre elle. Les États-Unis sont au centre du paradoxe : jamais un État n'a, dans l'Histoire, accumulé autant de ressources de puissance, jamais pourtant il s'est révélé aussi peu capable de maîtriser les enjeux auxquels il doit faire face* »²³.

En 2005, un autre grand connaisseur des relations internationales, le libanais Ghassan Salamé publiait le livre « *Quand l'Amérique refait le monde* ». Il constatait que « *la logique de la force a comme détruit la force de la logique* ». Pour lui, « *servie par une puissance militaire sans rivale, l'Amérique a surévalué l'efficacité des moyens militaires aux dépens des autres instruments d'influence* », comme le dialogue, l'écoute des autres et l'action multilatérale²⁴.

Vers un retour à la « soft power » ?

Vingt ans après les attentats du 11 septembre 2001, le bilan de la réaction militaire des États-Unis est catastrophique. Avec l'entrée victorieuse des talibans dans Kaboul le 15 août 2021, qui a provoqué la fuite désordonnée des derniers Américains en Afghanistan, on mesure l'ampleur de l'échec d'une action militaire pourtant menée par la plus forte armée du monde.

Avec la deuxième guerre, celle d'Irak, lancée sur la base de mensonges de l'administration Bush, on peut aussi percevoir l'importance de « *l'impuissance de la puissance militaire américaine* ».

Après ses échecs militaires, il est vraisemblable que les États-Unis en reviendront à un rôle de « *soft power* », qui devra renforcer son action diplomatique, en privilégiant la prévention des conflits, la médiation et la résolution pacifique des différends entre États. Donc en agissant résolument de manière multilatérale, comme l'avait d'ailleurs indiqué le président Biden à plusieurs reprises dès son arrivée à la Maison-Blanche.

De tels échecs devraient aussi pouvoir faire réfléchir les Européens, désireux de renforcer leurs capacités d'influence dans le monde. Si l'Europe doit certes accroître ses moyens, les échecs afghans et irakiens des États-Unis montrent que la voie à suivre n'est pas celle de la force militaire, mais bien celle du renforcement d'une « *Europe, puissance tranquille* », davantage attachée au multilatéralisme et à l'action diplomatique, et donc à une utilisation minimale des moyens militaires. Et sans oublier que l'aide au développement est un outil essentiel pour lutter contre l'émergence de groupes radicaux qui trouvent dans la pauvreté et l'injustice le terreau fertile qui leur permettent d'exister²⁵.

* * *

L'auteur

Bernard Adam est le fondateur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) qu'il a dirigé de 1979 à 2010.

-
1. Robert Fisk, « *Notre part historique du fardeau* », Robert Fisk, *The Independent*, publié dans le *Courrier International* du 20 au 26 septembre 2001.
 2. Retranscription du discours complet de Ben Laden, *Al Jazeera*, 1^{er} novembre 2004.
 3. Alain Gresh et Dominique Vidal, « *Oussama Ben Laden, 1957-2011* », dans *Les Cent clés du Proche-Orient*, Editions Fayard, 2011.
 4. Olivier Roy, « *Al-Qaïda : une organisation en décalage avec le monde musulman* », dans *Terrorisme : questions*, Editions Complexe, 2004.
 5. Olivier Roy, *op. cit.*
 6. Antonio Polito, « *Eric Hobsbawm : les terroristes, classe dirigeante de rechange* », *Libération*, 20 septembre 2011.
 7. Bernard Adam (sous la direction de), « *Comment lutter efficacement et durablement contre le terrorisme ?* », Note d'Analyse du GRIP, 27 septembre 2001.
 8. *Idem.*
 9. Collectif (sous la direction du GRIP), « *Les États-Unis s'en vont-ils en guerre ?* », *Livre du GRIP*, octobre 2000.
 10. William Walker, « *Les relations internationales dans un monde unipolaire* », dans *Les États-Unis s'en vont-ils en guerre, Livre du GRIP*, octobre 2000.
 11. Antony Samrani, « *Les Arabes et le 11 Septembre : entre condamnation et fierté* », [www.lorientlejour](http://www.lorientlejour.com), 11 septembre 2015.
 12. Jean-Claude Pomonti, « *En Indonésie, les frappes contre le régime de Kaboul sont perçues comme des attaques contre l'islam* », *Le Monde*, 17 octobre 2001.
 13. Bernard Adam, « *Irak : l'échec américain* », *LeVif-L'Express*, 19 mars 2004.
 14. Bernard Adam, « *Unilatéralisme et militarisme* », *La Libre Belgique*, 21 mars 2003.
 15. Bernard Adam, « *Les échecs de la guerre préventive* », *Les Nouvelles du GRIP*, 4^e trimestre 2005.
 16. « *Costs of War* », www.watson.brown.edu, avril 2021.
 17. Bernard Adam, « *Échec de la lutte contre le terrorisme* », *Le Monde diplomatique*, avril 2004.
 18. « *Délimiter la guerre contre le terrorisme* », dans *Les États-Unis à contre-courant*, pages 164-165, Livre GRIP, mars 2004.
 19. « *Costs of War* », www.watson.brown.edu, 13 novembre 2019.
 20. *Idem.*
 21. Emmanuel Todd, « *Après l'empire* », Gallimard, 2002.
 22. Gore Vidal, « *Imperial Amnesia* », Clairview, 2004.
 23. Bertrand Badie, « *L'impuissance de la puissance* », Fayard, 2004.
 24. Ghassan Salamé, « *Quand l'Amérique refait le monde* », Fayard, 2005.
 25. Voir Bernard Adam (sous la dir.), « *Europe, puissance tranquille ?* », Livre du GRIP, décembre 2006.